CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA

SECTIONS CIVILE ET PÉNALE

**EXÉCUTION DES MANDATS DE PERQUISITION EXTRAPROVINCIAUX
RAPPORT D'ÉTAPE**

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

Veillez noter que les idées ou conclusions formulées dans ce document ainsi que les éventuelles propositions de dispositions législatives, recommandations ou commentaires n'ont pas été adoptés par la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la Conférence et de ses participants. Veuillez consulter les résolutions concernant ce thème qui ont été adoptées par la Conférence lors de sa réunion annuelle.

Toronto (Ontario)
Du 10 au 14 août 2014

CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA

Contexte

Il arrive que des enquêteurs chargés de l'application des textes législatifs provinciaux et territoriaux ne soient pas en mesure de procéder à la saisie des éléments de preuve requis pour intenter une poursuite relative à une infraction réglementaire parce que les éléments de preuve se trouvent dans une autre administration. Sans le pouvoir légal d'exécuter un mandat provincial ou territorial à l'extérieur de l'administration dans laquelle il a été délivré, on fait face au risque de nuire à l'enquête de nature réglementaire. Dans la pratique, certaines administrations se sont butées à cet obstacle dans le cadre de poursuites pour infractions réglementaires dans le contexte de la santé et sécurité au travail, de l'environnement et du commerce du tabac illégal. Cette situation survient le plus fréquemment lorsqu'une société qui fait l'objet d'une enquête relativement à des infractions à des règlements provinciaux détient des documents pertinents dans un bureau commercial situé à l'extérieur de l'administration dans laquelle se déroule l'enquête.

Une résolution a été adoptée lors de la réunion de 2011 de la Section pénale de la CHLC, en vue de recommander la création d'un groupe de travail chargé d'examiner des options visant à permettre l'exécution de mandats de perquisition extraprovinciaux dans le contexte des enquêtes menées relativement à des infractions à des règlements provinciaux et territoriaux.

Un sondage a été préparé à l'intention de tous les représentants de la section pénale de la CHLC en vue d'établir si eux-mêmes ou leurs collègues étaient aux prises avec de telles difficultés dans le cadre de poursuites réglementaires, et s'ils étaient intéressés à tenter d'examiner la question. Selon les réponses données au sondage de 2012, le problème était assez sérieux pour justifier un examen des solutions.

À la réunion annuelle de la CHLC, tenue en août 2012 à Whitehorse (Yukon), le groupe de travail a présenté un rapport d'étape à la section pénale. Lors de cette réunion, un plus grand nombre d'administrations ont indiqué qu'elles voulaient faire partie du groupe de travail.

Groupe de travail mixte

Avec la poursuite des travaux, il a été jugé que l'établissement d'un groupe de travail mixte permettrait de veiller à ce qu'une proposition finale du groupe de travail soit utile aux administrations canadiennes.

Un grand nombre des membres du groupe de travail, qui font partie de la section pénale, possèdent une expérience en matière d'exécution et de poursuites pénales, mais n'ont pas été autant exposés au processus d'élaboration des lois.

Cependant, contrairement à de nombreux autres projets de la section civile, ce projet vise à autoriser des agents chargés de l'application des règlements, soit à agir à titre d'organisme d'application de la loi à l'extérieur de leur territoire ou encore à autoriser un agent chargé de l'exécution extraprovinciale à procéder à une perquisition sur le

RAPPORT D'ÉTAPE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXÉCUTION DES MANDATS DE PERQUISITION EXTRAPROVINCIAUX

territoire d'une autre d'une autre administration. Il faut alors prendre en compte les questions concernant la recevabilité des éléments de preuve recueillis et l'existence des motifs de délivrer un mandat de perquisition, assimilables aux préoccupations qui surviennent en droit pénal.

Pour ces motifs, on a pensé qu'une participation de représentants des sections civile et pénale de la CHLC serait utile à ce projet.

En 2013, le groupe de travail de la section pénale a présenté un rapport à la réunion annuelle de la CHLC, qui a été tenue à Victoria, en Colombie-Britannique. Le groupe de travail a recommandé la constitution d'un groupe de travail mixte formé de représentants des sections pénale et civile. Il a aussi recommandé que soit utilisé le modèle de reconnaissance et d'exécution extraprovinciales prévue dans le *Summary Proceedings Act* de la Nouvelle-Écosse. À la réunion annuelle de la CHLC, la recommandation relativement à la constitution d'un groupe de travail mixte a été acceptée.

La section civile a demandé que le groupe de travail mixte examine tout d'abord si des modèles, autres que celui de la Nouvelle-Écosse, pourraient être examinés. La section civile voulait tout particulièrement savoir s'il existait un modèle d'exécution non réciproque.

Membres du Groupe de travail mixte :

Les membres du groupe de travail sont :

C.-B.

Monty Carstairs (section pénale)

Alberta

Craig Kallal (section pénale)

Kelly Hillier (section civile)

Saskatchewan

Dean Sinclair (section pénale)

Manitoba

Peter Edgett (section pénale)

Ontario

Earl Fruchtman (section pénale)

Judy Hayes (section civile)

I.-P.-É.

Lisa Goulden (section pénale)

CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA

T.-N.-L.

Elaine Reid (section pénale)

Nouveau-Brunswick

Cameron Gunn (section pénale)

Michael Hall (section civile)

Nouvelle-Écosse

Peter Craig (section pénale)

Karen Anthony (section civile)

Genevieve Harvey (section civile)

Nadine Smillie (coprésidente) (section civile)

Catherine Cogswell (coprésidente) (section pénale)

Activités

Le groupe de travail mixte est composé d'un grand nombre des membres initiaux du groupe de travail de la section pénale ainsi que de quatre nouveaux représentants de la section civile. Les coprésidentes, l'une de la section civile et l'autre de la section pénale, contribuent à garantir que les deux sections sont pleinement représentées.

Le groupe de travail de la section pénale avait examiné les cadres législatifs relatifs aux infractions réglementaires, qui existent au sein des administrations, et constaté que chaque administration possède son propre régime d'exécution des règlements. Les membres s'étaient aussi penchés sur les solutions possible au problème pratique auquel font face les enquêteurs lorsque la preuve pertinente relative à une infraction réglementaire se trouve dans une autre administration, et donc, hors de leur portée. Les membres avaient ciblé deux préoccupations possibles susceptibles de se présenter advenant le cas où des mandats de perquisition relatifs à des infractions réglementaires pourraient être exécutés dans d'autres administrations :

1. L'administration dans laquelle le mandat doit être exécuté pourrait ne pas vouloir exécuter certaines dispositions législatives qui sont en vigueur dans l'administration qui a délivré le mandat.
2. À qui reviendrait la responsabilité d'exécuter le mandat de perquisition extraprovincial : l'agent d'exécution de la loi qui a délivré le mandat ou une autre partie?

Le groupe de travail de la section pénale avait conclu que les modifications apportées à l'automne 2012 au *Summary Proceedings Act* de la Nouvelle-Écosse créaient un modèle qui permettait de répondre aux deux préoccupations possibles qui avaient été soulevées.

RAPPORT D'ÉTAPE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXÉCUTION DES MANDATS DE PERQUISITION EXTRAPROVINCIAUX

En mars 2014, le groupe de travail mixte a commencé à tenir des téléconférences et à échanger des renseignements. Il a commencé par examiner le travail effectué antérieurement par le groupe de travail de la section pénale. (Voir l'Annexe A pour un examen du modèle de la Nouvelle-Écosse, qui avait été recommandé par le groupe de travail de la section pénale).

Prochaines étapes

Le groupe de travail mixte s'est engagé à examiner s'il existe des modèles d'exécution non réciproque qui pourraient permettre de répondre aux préoccupations relevées et d'être utilisés pour d'autres administrations canadiennes. Cet engagement a été pris du fait que la section civile préférerait l'utilisation de modèles d'exécution non réciproque.

Un modèle d'exécution non réciproque présente l'avantage qu'il ne nécessite pas que chaque administration conclue des ententes avec toutes les autres et qu'elles modifient leurs textes législatifs pour ajouter les noms des administrations avec lesquelles elles ont conclu des accords de réciprocité. Dans l'ensemble, la section civile s'oriente vers une approche permettant une reconnaissance totale transfrontalière des ordonnances. Il reste à savoir si ce type d'approche fonctionnera lorsqu'il s'agit d'une enquête sur un terrain privé et qu'il y a saisie d'éléments de preuve.

Les membres du groupe de travail mixte ont commencé à examiner les textes législatifs provinciaux autres que celui de la Nouvelle-Écosse, s'est notamment penché sur les textes législatifs d'États étrangers, ainsi que sur les récents travaux réalisés par la section pénale de la CHLC en vue de l'établissement d'un modèle d'exécution non réciproque en vue de la reconnaissance et de l'exécution extraprovinciales des mandats de perquisition provinciaux et territoriaux. Ce travail était toujours en cours au moment de la préparation du présent rapport.

Demande

Le groupe de travail mixte demande à la CHLC d'adopter une résolution visant à :

1. recevoir le rapport d'étape du groupe de travail;
2. appuyer la poursuite des travaux du groupe de travail.

CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA

Annexe « A »

Initiative de la Nouvelle-Écosse sur les mandats de perquisition extraprovinciaux

Le chapitre 46 des lois de 2012, intitulé *Interprovincial Investigative Authority Act* (modifié), modifie le *Summary Proceedings Act*, chapitre 450 des lois révisées de 1989. Le 6 décembre 2012, ces modifications sont entrées en vigueur. Elles visaient à prévoir que, lorsqu'une province désignée a besoin d'exécuter un mandat de perquisition en Nouvelle-Écosse, une demande peut être présentée au procureur général pour qu'un mandat de perquisition soit délivré en vertu du *Summary Proceedings Act* et puisse alors être exécuté dans la province de la Nouvelle-Écosse. Pour qu'une province soit reconnue comme une « province désignée », il doit y avoir une entente d'exécution réciproque entre cette administration et la province de la Nouvelle-Écosse. L'entente d'exécution réciproque régit également la façon dont les mandats de perquisition extraprovinciaux doivent être délivrés et exécutés et exige que l'une et l'autre des administrations aient dans leurs textes législatifs sur les infractions provinciales des dispositions permettant de reconnaître que la délivrance et l'exécution de mandats de perquisition font l'objet de réciprocité.

Détails concernant le modèle proposé

Le *Summary Proceedings Act* de la Nouvelle-Écosse prévoit un processus à double volet relatif aux mandats de perquisition. Un mandat général peut être délivré en vertu du paragraphe 2B(1) pour toute infraction à une loi provinciale qui fait l'objet d'une enquête et permet la perquisition d'un lieu et la saisie d'objets. Le mandat d'enquête obtenu en vertu de l'alinéa 2B(1A) ne peut être obtenu que pour les dispositions désignées au titre d'un règlement. Au titre de ce type de mandat, la perquisition englobe la création de dossiers de fichiers électroniques, la mise à l'essai et l'utilisation d'autres techniques ou procédures d'enquête.

Une « province désignée » sera reconnue dans les règlements pris en vertu du *Summary Proceedings Act*. Les textes législatifs à l'égard desquels des techniques d'enquête pourraient avoir à être appliquées par une « province désignée » devraient être également être désignés dans les règlements pour qu'un mandat d'enquête puisse être obtenu. La plupart des affaires exigeant l'exécution extraprovinciale d'un mandat de perquisition risquent fort probablement de nécessiter un mandat d'enquête en Nouvelle-Écosse.